



DEUXIÈME ANNÉE.
 105 N° ABONNÉ
 à l'imprimerie.
 Prix: 12 Francs par an
 Payables par trimestre
 et d'avance.

MESSAGER DE TAHITI.

NUMÉRO 26
 ANNUNCIÉS: 1 Fr. la ligne
 caractères 9 points
 (peut romain.)
 Au COMPTANT.
 S'adresser à l'Imprimerie

DEMANDE DU 26 JUIN 1859.

PARTIE OFFICIELLE.

Papeete, le 26 Juin 1859.

Le Commandant Particulier,
 Commissaire Impérial P. I., aux lies de la Société.

Vu les arrêtés constitutifs du Tribunal de première instance et du tribunal de commerce des lies de la Société, en date du 22 avril 1850 et du 31 décembre 1856, modifiant le ce premier arrêté;

Vu le procès-verbal de la séance de M.M. les Notables communiants de Tahiti, en date du 21 du courant;

Sur le rapport de M. le Président de la séance;

DESIGNE, à la Présidence du tribunal de Commerce, M. Joseph, Labbé, négociant à Papeete;

SANCTIONNE, la nomination faite par M.M. les Notables, de M.M. Delais, Thé et Thumot, juges titulaires et Donnellin, Taylor et Poole, juges suppléants, devant composer, pendant la durée d'une année, le tribunal de première instance et le tribunal de commerce des lies de la Société.

ORDONNE, que le présent ordre, devant servir de titre à M.M. le Président et Juges, désignés ci-dessus, soit enregistré au Greffe des tribunaux et inséré au journal officiel de la colonie.

Papeete, le 22 Juin 1859.
 E. G. de la RICHERIE.

Modifications à l'Arrêté du 15 avril 1857 relatif aux conditions à remplir pour la distillation des rhums et tafias.

Le Commissaire Impérial P. I.

Vu l'Arrêté en date du 15 avril 1857, établissant les conditions à remplir par les planteurs de cannes à sucre qui voudraient distiller des rhums et tafias;

Vu la nécessité de donner une interprétation précise à quelques articles de cet arrêté;

Sur la proposition de l'Ordonnateur provisoire;

En vertu de l'article 7 de l'Ordonnance du 28 avril 1854; De l'avis du Conseil de Gouvernement,

ARRÊTE :

Art. 1er. Les articles 1. 2. et 6 de l'arrêté du 15 avril 1857 sont modifiés ainsi qu'il suit:

ARTICLE 1er.

Tout propriétaire se livrant à l'industrie sucrière à Tahiti et qui justifiera de la certitude de pouvoir produire annuellement 25,000 k. de sucre au minimum, est autorisé à distiller accessoirement les rhums et tafias avec les écumes et sirops de sa sucrerie.

Toute autre distillation est interdite, particulièrement celle de jus de canne ou vesou.

ARTICLE 2.

Tout sucrier qui voudra monter un alambic sur sa propriété, devra en faire la déclaration au moins quinze jours à l'avance au bureau des affaires Européennes en produisant un certificat constatant que la quantité de 25,000 k. de sucre a été fabriquée sur sa propriété.

Ce certificat sera délivré par l'agent officiel indiqué à l'article 3 ci-après.

ARTICLE (modifié).

Tout propriétaire se livrant à l'industrie sucrière à Tahiti et qui justifiera de la certitude de pouvoir produire annuellement 25,000 k. de sucre au minimum est autorisé à distiller accessoirement des rhums et tafias avec les écumes et sirops de sa sucrerie.

Tout propriétaire qui aura satisfait aux conditions précédentes pourra distiller le jus des cannes, à l'état de sirop, provenant des propriétés ou achetées sur d'autres plantations.

Toute distillation en dehors de ces conditions est interdite, particulièrement celle de jus de canne à l'état de fermentation ou de vesou.

Tout sucrier qui voudra monter un alambic sur sa propriété devra en faire la déclaration au moins quinze jours à l'avance au bureau des affaires Européennes en déclarant et en justifiant qu'il est certain de fabriquer le jus de 25,000 k. de sucre exigé à l'article 1er.

La déclaration devra être approuvée d'un état faisant connaître le nombre d'hectares en culture et, s'il y a lieu, les conventions faites avec d'autres propriétaires pour l'achat de leurs cannes.

ARTICLE 6.

Sera puni d'une amende de 5000 Fr. et d'un emprisonnement de un à trois mois, celui qui aura distillé sans déclaration préalable des rhums et tafias ou des spiritueux dont la fabrication est interdite.

Dans l'un et l'autre cas l'alambic et le mobilier qui en dépend seront confisqués.

ARTICLE 6.

Sera puni d'une amende de 5000 Fr. et d'un emprisonnement de un à trois mois, celui qui aura distillé sans déclaration préalable, des rhums et tafias ou des spiritueux dont la fabrication est interdite.

Dans l'un et l'autre cas, l'alambic et le mobilier qui en dépend seront confisqués.

Les mêmes peines seront appliquées à tout propriétaire sucrier dont la déclaration n'aurait pas été faite après la récolte terminée.

Art. 2. Tous les autres articles de l'arrêté du 15 avril 1857 seront exécutés selon leur forme et teneur.

Art. 3. L'Ordonnateur des fonctions de Directeur de l'Intérieur et le Directeur des affaires Européennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré partout où besoin sera et inséré au journal officiel de l'Océanie.

Papeete, le 15 Juin 1859.
 E. G. de la RICHERIE.

Par le Commissaire Impérial P. I.
 L'Ordonnateur provisoire,
 Le Directeur de l'Intérieur,
 Ch. Sic.

ARRÊTE sur le service des caisses indigènes.

Le Commissaire Impérial P. I., des lies de la Société,
 Vu la suppression des fonctions de Directeur des Affaires Indigènes.

Considérant l'importance de maintenir les diverses caisses formées par les ressources indigènes, ressources applicables aux besoins exclusifs des indigènes;

Considérant l'utilité de faire rentrer exactement au Trésor colonial les sommes qui, suivant la loi habituelle, reviennent au Gouvernement Protectorat;

Considérant la convenance de soumettre la gestion des fonds indigènes aux mesures d'ordre et de sécurité, garantie de la fortune publique, établies par l'organisation financière de la métropole;

En vertu de l'article 7 de l'Ordonnance du 28 Avril 1854;

De l'avis du Conseil de Gouvernement,

ARRÊTE :

ARTICLE 1er. — La centralisation des recettes indigènes affectées, soit à des usages spéciaux du service indigène, soit au budget de la colonie, est confiée à des employés des bureaux du Commissaire Impérial, désignés à cet effet, et qui prendront le titre de Gérants.

ARTICLE 2. — Ces recettes seront classées, suivant leur nature, en différentes divisions qui prendront le titre de Caisse.

ARTICLE 3. — Il y aura un Gérant pour chaque caisse, à moins que le Commissaire Impérial ne juge convenable de réunir dans les mêmes mains la gestion de deux ou plusieurs caisses.

Les Gérants seront nommés par le Commissaire Impérial.

ARTICLE 4. — Tous les dix jours, le Gérant de chaque caisse effectuera au Trésor Colonial le versement des sommes appartenant au Budget local, et le dépôt des sommes attribuées à des services publics ou impositions d'intérêt général du Gouvernement indigène.

ARTICLE 5. — Les versements des sommes revenant au service local seront faits aux titres : divers produits et redevances et recettes à différents titres affectés au service local, sur ordre de recettes de l'Ordonnateur faisant fonctions de Directeur de l'Intérieur.

Les versements des sommes constituant les dépôts seront faits au titre : dépôt judiciaire et autres, sur ordre de recette de l'Ordonnateur.

Les Gérants ne pourront réserver en caisse plus de mille francs.



Le Trésorier payeur prélèvera 2 p. % sur les sommes
dépensées, au moment de leur encaissement. Il dé-
livrera un récépissé de la somme nettement restant en dépôt
à la quittance à souche du montant de la remise de 2
p. % qui attribuée sur la dite somme nette.

ARTICLE 6. — Le retrait de ces dépôts se fera, conformé-
ment aux règles de la comptabilité financière des colonies,
sur mandats de dépenses délivrés par l'Ordonnateur au
nom du Général, en opposition concurrente.

Les mandats seront établis d'après des états de pré-
vision dressés par chaque Gérant et approuvés par le
Commissaire Impérial.

Les retraits opérés sur des sommes rondes, sans
détails encadrés de cent francs.

ARTICLE 7. — Les Général des caisses tiendront, chacun
en ce qui le concerne, un livre de caisse, Modèle No. 1,
sur lequel les enregistrements, tous les jours, les recettes et
les dépenses se feront jour par jour.

Ils tiendront en outre un livre de comptes courants
No. 2, présentant chaque jour et par service distinct, les
recettes et les dépenses de chaque jour.

ARTICLE 8. — Chaque recette donnera lieu de la part des
Général, à la délivrance d'une quittance à souche au nom
de la partie versaute, extraite d'un registre, modèle
No. 3.

ARTICLE 9. — Les dépenses destinées à des usages spé-
ciaux du service indigène dont il est question aux articles
12, 4 et 5 seront acquittées par les Général sur ordres
directs du Commissaire Impérial, seul responsable de
l'opportunité de ces dépenses.

Les Général justifieront des dépenses acquittées par
eux, par le reçu ou acquit donné par chaque partie pre-
nante sur l'ordre de paiement individuel ou collectif du
Commissaire Impérial.

La signature des parties illitrées sera remplacée par
celles de deux témoins écrits par le Gérant qui aura
payé.

ARTICLE 10. — L'Ordonnateur surveillera la gestion des
perçants de toutes les caisses.

A cet effet, il vérifiera ou fera vérifier, toutes les fois
qu'il le jugera convenable, les livres de comptabilité et
l'exécution des Général en matière de perceptions et vérifications
auxquelles il devra pareillement procéder ou faire procé-
der, le premier de chaque mois.

ARTICLE 11. — Dans les premiers jours de chaque mois,
chacun des Général devra établir un état, modèle No. 4,
divisé en deux parties; la première comprendra les recet-
tes à effectuer dans le mois courant; celles éventuelles y
seront portées approximativement et celles devant résul-
ter de jugement, y seront inscrites aussitôt la remise des
extraits adressés par les juges divers districts.

La seconde partie recevra l'inscription des recettes
effectuées à mesure de leur réalisation.

ARTICLE 12. — Les revenus de chaque caisse annuelle-
ment constatés, devant être réalisés avant le 1^{er} Mars
de l'année suivante.

A cette date chacun des Général établira un état des
recettes à recouvrer pour le compte de l'année précédente.
Cet état indiquera, pour chaque article, les motifs du dé-
faut de recouvrement, il sera accompagné d'un rapport
sur l'ensemble et le résultat de la gestion.

ARTICLE 13. — Dans le courant du mois de mars, une
commission composée par le Commissaire Impérial et
composée:
D'un membre du Conseil de Gouvernement, Prési-
dent, désigné par le Commissaire Impérial;
De deux chefs ou grands juges indigènes, choisis éga-
lement par le Commissaire Impérial;
De chef du bureau des fonds;

Et d'un officier ou fonctionnaire de la colonie, se
réunira pour vérifier les comptes généraux des recettes et
des dépenses des différentes caisses indigènes se rapportant
à l'année précédente.

Cette commission fera son rapport écrit au Commis-
saire Impérial, en lui donnant son appréciation sur la
gestion de chacune des caisses.

ARTICLE 14. — Sur ce rapport, le Commissaire Impérial
pourra, en conseil, avouer à chacun des Général, sur
les fonds des caisses dont la gestion leur est confiée,
une gratification de bonne gestion dont la quotité ne pour-
ra dépasser 2 p. % de la totalité des fonds réellement en-
caissés et centralisés.

ARTICLE 15. — L'Ordonnateur Chef de Direction de l'Inté-
rieur est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du
présent arrêté, qui sera publié au Messager et au Bul-
letin Officiel de l'Océanie.

Papeete, le 15 Juin 1859.
E. G. de la RICHERIE.

Par le Commissaire Impérial P. I.
L'Ordonnateur provisoire,
H. de Directeur de l'Intérieur
Ch. Ser.

Aux termes des dispositions locales, les propriétaires
de bestiaux, Résidents ou Indigènes, doivent :
1^{re}. Déclarer à la Direction des affaires Européennes,
quelle est la marque qu'ils ont choisie pour leurs trou-
peaux;

2^{de}. Faire enregistrer cette marque en désignant le
nombre et l'espèce, soit de leurs troupeaux, soit de leurs
troupeaux, et en une augmentation dans leurs troupeaux,
soit par naissance soit par achat, il doivent aussi en faire
la déclaration, en désignant dans le second cas, de quel
troupeau provient l'animal acheté et quelle est sa mar-
que.

La conséquence de ces dispositions prises successive-
ment depuis 1843, avec l'aide d'une commission formée
des propriétaires de bestiaux est que la propriété des
troupeaux est garantie et véritablement perpétuelle.

Le devoir de l'administration est donc tout tracé: elle
doit veiller à l'accomplissement de toutes ces formalités
protectrices de la propriété.

Création d'un emploi de conservateur des Archives
de la Colonie.

Le Commissaire Impérial P. I. —
Vu la suppression provisoire du Contrôle prononcée
par l'arrêté du Gouverneur en date du 5 octobre 1858;
Vu l'ordre même pour lequel l'Ordonnateur de la
réduction du Bulletin Officiel de l'Établissement;
Vu la décision du 8 janvier 1859 qui prescrit la remi-
se à l'Ordonnateur de tous les originaux des Arrêches,
Décisions et Ordres de service consacrant une Dépense;
Considérant la nécessité chaque jour plus urgente de
consulter les archives afin de pouvoir faire exécuter les
arrêches, décisions et ordres des Gouverneurs aussi bien
que les prescriptions des détachés ministériels;

Sur la proposition de l'Ordonnateur provisoire;
Dé l'avis du Conseil de Gouvernement;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Un officier d'administration de la Colonie sera
particulièrement chargé, jusqu'à décision du Ministre,
sous les ordres de l'Ordonnateur, comme conservateur
du dépôt et de la garde des archives de la Colonie: Il se
recevra sur inventaire et en sera personnellement respon-
sable.

Art. 2. Il sera chargé de l'enregistrement, du dépôt et
de la classification des lois, décrets, règlements, décisions
du Ministre et du Gouverneur, des brevets, commis-
sions, devis, plans, cartes, minutes et procès-verbaux
relatifs à tous les services administratifs de l'Établissement.
Il en délivrera, à dessein, des copies collationnées et en pour-
ra se dessaisir des originaux que sur l'ordre du Gouver-
neur.

Art. 3. Il requerra la réintégration ou le dépôt aux
archives des pièces qui en dépendent ou doivent en faire
partie, quels qu'ils soient les détenteurs, et réclamera les
titres, pièces et documents qui doivent faire partie des
archives dont la conservation lui est confiée.

Art. 4. L'Ordonnateur est chargé d'assurer l'exécution
du présent arrêté qui sera publié au Messager et au
Bulletin Officiel de l'Océanie.

Papeete, le 15 Juin 1859.
E. G. de la RICHERIE.

Par le Commissaire Impérial P. I.
L'Ordonnateur provisoire.
Ch. Ser.

Le Commandant Particulier,
Commissaire Impérial P. I. aux ties de la Société,

Vu les arrêches réglant que tous les bestiaux doivent
être marqués et inscrits sur un registre tenu à la Direction
des affaires Européennes;
Vu l'arrêché qui permet l'abattage des bestiaux qu'à
Papeete;

DECIDE :

Le Directeur des affaires Européennes fera publier au
Messager chaque semaine, la liste des bestiaux abattus,
la description de leur marque et le nom du vendeur;

Les bestiaux abattus pour le compte de Gouverne-
ment seront inscrites par le Commissaire de police
et visés par le Directeur.

Papeete, 23 Juin 1859.
E. G. de la RICHERIE.

Mai te-sui i te mau faane raa o te foua ma, e ha-
pao papu i te mau faane raa toa, te papaa e te foua maohi
i te mau faane raa i mau te fia'i.

1. E faaiti i te raa i te foua ma te paa papu i te
taapa i mau hia e raa, e taapa i te raa mau paa.

2. E papu i te mau mau papu raa i te raa haa,
mai te faaiti mau i te raa raa o taapa paa, e i te huro
hai o taapa mau paa i te raa haa.

3. Mai te mau o taapa haa i te raa mau paa paa
raa, ma raa i te faane raa te raa haa, ma raa, mai te hoo
e te raa haa, e haere mai, i te faaiti, mai te mau, ma
raa i te huro raa, e faaiti mau haa e mau haa mau te hoo
raa haa mai o mau, e te huro o te faaiti mau haa.

4. E hoo raa o mau, e te huro o te faaiti mau haa
i te mau haa, e te huro o te faaiti mau haa, e te huro
o te hoo mau e mau haa, e te mau paa, mai te mau paa,
mai te mau paa, e te mau paa, e te mau paa, e te mau paa,
e te mau paa, e te mau paa.

5. Te mau haa o te faaiti o te faaiti raa haa e hoo
paa o mau i te haa paa papu haa te mau haa haa
paa raa, e paa raa i te faaiti o te faaiti haa.



PARTIE NON OFFICIELLE.

AVIS.

Les personnes qui pourraient fournir des exemplaires du journal de l'Océanie française de 1843 à 1847, sont priées d'en donner communication au bureau de la Majorité. Au besoin, ces exemplaires seront achetés de gré à gré.

On demande également des exemplaires, du numéro 25 de l'année 1853 du numéro 23 de l'année 1857 et des numéros 40 et 41 de l'année 1858.

Nous n'avons plaisir d'insérer dans le journal, la lettre et la chronique qui suivent et qui nous sont adressés par un de nos abonnés.

L'après le 22 Juin 1859.

Hier, en passant rue de Rivoli, un papier en forme de lettre frappa mes regards; je le ramassai, il n'avait ni cachet ni adresse; j'eus de ma surprise en l'ouvrant, d'y trouver un Louis de vingt francs. Sur le papier était écrit une chaîne; comme je n'y ai rien compris, j'ai pensé qu'elle était fort mal faite. Vous n'excesses donc, si je me permets de vous en donner une copie.

— En vous demandant par ma lettre, un quel place dans le volume du Messager de l'année, un seul but est de pouvoir rendre à César ce qui lui appartient.

Pourquoi, je présume la personne qui a fait cette perte égarée et égarée, que dans huit jours il y aurait prescription pour la partie financière.

Agred, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments respectueux. Ludger.

CHAMAIS.

- Mon; remiser un second de ressembler se piquer;
 - Au sa leur des hommes il s'est de spécifier;
 - En changeant de contour, il peut se diviser.
 - En cent et cent, et plus, qu'on peut encore changer.
 - Du plus grand de mes tois c'est la parfaite image.
 - Et d'un Saint vénéral prend le nom en partage.
 - Mon tout est mon premier, mon second est mon tout;
 - Il est rond, il est plat, il se frappe d'un coup.
 - Aujourd'hui tout Français a gravé dans son cœur.
 - Mon mot est synonyme de vivre l'Empereur!
- Ludger.

Cette partie du voyage de S.M. l'Empereur, imprimée en langue Tahitienne, a déjà paru en français dans les N° précédents du Messager.

« E o ou ma ho, et tenana Ari valine mais maila, o toi banoa e ia te hua i te Beretonia nei, e i te faaita raa 'tu ia ratou i te hoo pahiraa raa hanahana rahi, o oe na i roto i te mau ana e teia reira mai te maani te toto o Dominique e o Thierée, o to si zisana mai i nia iana te hoo mea e riro ato ai te mau ara, e o te rai rae no e i te mau mea e mara ai te mau ara, e ore paha e mee aita' e hore ma'i, a faaita hia te hoo Torou no oe i pihai ho i to tano na, i tenoa parahi raa a pare ai o Auteu no Bretagne nei, oia e to faaita i i tenoi e o te Arii valine maru ore valine o te Netua e Teotia, te idolo o toa ra mau taala, o te faaita roa te huru i To oe na Hanahana no roto i te ore na maru e te hamai maila. »

Tei to te Emepera' a puoi raa'tu i teien puran o te pih hamaitai ma'ira i te nao raa e, te ore e Emepera' te auere rai na raro ae i taua i te pure raa ra. — Ua ite matou na roto i te pahoo raa a Tona Hanahana e ua opua Oia e faairiro i te évéhi no Rennes ei archevêché.

Ua parahi atura to Rana rā tuu Hanahana i rero i te hoo tamaru unanga maila, p'arati' hia'ara, roa' ma' te hanahana i te rahi haapao hia no rano ra.

Ua Himona hia Te Doum mai te p'ehia e te opuau o te Doume Soufreni Te Empereur em.

I te hooa pae i nei atu ai te uha Emepera' i roto i te fare rahi hoo-ete p'efesione.

Ua fahā hā mai no 'Netua' Hanahana. i te itupia e Mōi' Pōari, mai te faaita hia e te hoo'pupu tamahoe o tei huroa mai

Teie te mau parau i parahi hia e te peritieni rahi no te haava raa Emepera, mai te faaita atu i taua haava raa ra.

« E te Emepera' e. »

« O ta to nei haava raa Emepera no Rennes nei, o lei faaita hia i te mau haava o te uha anae haava, la parau e, e mau taala Beretonia anae no roto i te-tia raa o te here, e o lei au anae ho to ratou ato' nei no roto i te ratou mai fanaa rae e no roto ho i te tui, i afa' mai nei fa ma te r'e mai te manuroa i To oe na Hanahana te hure o toea nei auraro e fona nei ho ali papua raa'ia ia oe. I hore mai nei unati e fa hanahana i oe nia i ho i tuenei fono o ta malou e hore hō e o te vala e ta to oe na Hanahana i tonou noia haere na roto i te hamai maila rahi, o te Emepera na ho i ta ma'ono e pere haere i te parau te rahi nei, te tamati Arii ho i te mau mai te-tia i te hoo'pua rahi no te hoo hia e'atu i te uha anae e no te hoo ho'i hoo'pa Hanahana rahi. O te mau maua ho i te faaita i maua ato nei i te aasa hō e'ia e mi' fana i fahere' taere i'wā i toa ra mau haere, i te haere raa' te mei te puai e te hamaitai. O teie nei mau te-ma' tuata i hoo' papua noa rā i te rahi atea e faa-fara' ato i To oe na Hanahana, e o lei meei no'ia na nia i te mau arāia e faaita' ato na' rā, a tahi aepi' ahara ma'itahi i te ratou faaita raa'ia, te tamati a te Emepera rahi o lei faaita e te au' Farani mai. Te hoo hua hanahana e te hamai maila o lei riro ei manuroa rahi no ratou e te i'ahia hia raa na ratou. Ua fahere, rā ho ratou no te faaita hō pae e te rapetere e lei faaita hia i mau ia rana e no teie nei hoo'aha hia te hamaita raa o lei faaita i To oe na Hanahana, o lei ma'ono mai ho'ia iana. Teie nei mau ana malatia e te puai o lei faaita hia ho' na roto i te hamaita raa' ma'u, e lei rava anae i te mau tapu rahi na riva mai te hoo'pa rahi ali papu o te oje raa'ia e aia mea e i roto i teie nei mau tofa fono te ma'na no te mau pue e te Rito raa hō no te hōi. »

« Mai te faaita atura maila atu i hoi i te mau haapao rā no te ore ma'i te fanaa p'ā rā hoi i te hoo e rā na rā ho i te aua, te mau tamā'ā no teie nei fono no te fanaa e te faaro o te-tia ia faaita ia ratou ho'i, no te mea hōi no rira anae ratou, ratou e ore ho'i ratou e hore' noia' no te hoo afa' i'ahana e ma'aha hoo. »

« Ua mea maero rā aeti, e te Emepera valine, te mau ana raa' ora na' rā, mai te roto i te mau faa-nehenehe rā e te mau oie, e faaita faahō e ia ratou i te hoo e te Emepera valine-Hanahana, o lei fono ma' hia ho'i e ratou te hamai maila' ato' a te hōi ato' anae ore ho'i i'ha na hia ra, pa fahi mai hōi te hōi mai i nia i' teie nei mau pae tahafai i nia i te auro rā rahi rā o toa nei hanahana, e o lei faaita hua ma' ho'i toa no'ia ore ho'i e mai' hua i'ahā mai, ua valio ho'i ia nia i' tani rā mau vahi i hore mai te i te mau ana ato' i te manura e te fashia hia. Mai te hamaita raa' mai e teie nei mau rā, na roto i te mau latria rahi o te mau oie rā e te mau taura ho'i no te mau fono hōre' rā, i te faaita rā i teie nei mau fata fa'ata hō e lei tu' tui hia e To oe na Hanahana, ua riro tei reira ei maua rā oia rahi i roto i te mau ana ato' i' Ete-pa ma'ite hia ho'i ia ratou na roto i te faaro Beretonia ra, E oei nei i hoi ratou' no te faap'ā faahō rā'ia i te mau here rā'ia' o ta ta'ala' nei, i te mau no'ia' fono aho e i te Arii rā ho'i i nia ho'i i te mau tamati rā ma'ou nei mau tamati, te Tamati o lei hoo'pua rā hia e to Farani, e a'piti a'piti' maila hōi, na roto i te hoo' hamaita rā rahi rā no te mau rā'ia' na' amari ato' oie oie ho'i, o te mau rā oie i nia ho'i i te Torone faaita fahō hia e i faa'pua fahō hia ho' toa na' melia' i'ane. E te Emepera, e ore rā'ia' i'ime no'ia' e' ma'ote i te mau puran maila' i parahi hia mai e To oe na Hanahana, i roto i te hoo' oia rā ho'i, o lei faaita maila' rā e i te haapao rā o taua haava rā. »

I roto i te faaita papu rā i te ohipa no te matou nei mau toroa, te val noa nei a i roto i hō'atou nei mau ana, e riro ia ei faaita rā'ia' i te matou e i te atua hōi mau ma'ono ahiri e tū ia matou ia maua ato' e i te hoo' hua mai To oe na Hanahana i nia i te haapao rā, e te parau tū hōi i te tautera rā'ia' a toa oia ho'i haava rā. Emepera no Rennes no te mau 'Tirubun' no teie nei fahi rā. »

« A faaita mai hi hōi te Tavāno no te haapii rahi rā no Rennes i Tona Hanahana, rā i te feso toroa no roto i te p'ep'ep' haapii tamari no no' maita'ana e liliu rā, oia ho'i te mau hō'pua no te haapii rā' rā, te mau' tautera no te haapii rā' taote' te mau' aro'ne' te haapii no te mau haapii rā' ma'ama, ua noa mai rā i te parau rā'ia' rā. »

« E te Emepera' e. »

I te hoo' mat' oie te feso toroa ho'i te haapii rā rahi mai toa toa no te mau papu i roto i te haapii rā no Rennes nei mai te mau valio ato' o te ma'oto ato' nei faa' maita'ana e hōi i' taha'pū i te oe na Hanahana e i te ma'oto ho'i Arii valine Hanahana i te farii mai i to ratou nei ali papu rā i te e te faaita hua' e' rā. »

